

À PROPOS DU MOUVEMENT INDÉPENDANTISTE

Gilles Bourque

William D. Coleman, *The Independance Movement in Quebec 1945-1980*,
Toronto, University of Toronto Press, 1984.

Soulignons-le d'entrée de jeu, l'essai de William D. Coleman sur le mouvement indépendantiste est l'une des contributions les plus fouillées et les plus originales à l'analyse de la société québécoise contemporaine qui ait été publiée au Canada anglais ces dernières années. Manifestant le plus souvent une bonne connaissance des sources secondaires, l'auteur se fonde à de multiples reprises sur des sources primaires pour développer une thèse qu'il expose avec clarté et systématité. Accessible à un public relativement large, le livre de Coleman n'en suscitera pas moins l'intérêt des spécialistes de la sociologie du Québec contemporain qui, à défaut d'apprendre des choses nouvelles, y trouveront de nombreux éléments de discussion et de débat concernant la "véritable nature" du mouvement indépendantiste. La contribution de Coleman adopte donc la forme de l'essai et, au-delà de son originalité et de son intérêt, c'est d'abord et avant tout la thèse proposée qui doit être questionnée. Dans le domaine des sciences sociales, l'essai constitue une forme d'écriture obéissant à des règles particulières dont la critique ne peut se dispenser de tenir compte sans risquer de s'engager dans de fausses polémiques. Aussi ne s'agira-t-il pas de nous demander ici (ce que la critique fait malheureusement trop souvent dans pareil cas) si Coleman démontre ses

RECENSIONS

thèses en respectant l'ensemble des règles d'une recherche empirique, entreprise à l'évidence impossible quand l'on embrasse près de quarante ans d'histoire sociale, mais plutôt de nous intéresser aux propositions analytiques qu'il défend. Nous nous interrogerons donc d'abord et avant tout sur la validité des thèses de Coleman, c'est-à-dire sur leur aptitude à ouvrir un nouveau champ de recherches et à susciter des questions susceptibles de faire avancer les connaissances sur le Québec contemporain.

La thèse. William D. Coleman tente d'expliquer le développement du mouvement indépendantiste et les principaux phénomènes sociaux qui s'y rattacheront au Québec depuis 1945 en adaptant une position que nous qualifions de classiste. Le Rapport Tremblay, la Révolution tranquille et le mouvement indépendantiste lui-même sont d'abord et avant tout présentés comme le résultat de coalitions entre différentes classes sociales. Après une critique sommaire de trois types de thèses s'inspirant de la même perspective, il propose une nouvelle approche centrée sur les rapports entre les classes sociales et les idéologies. L'explication de Coleman se développe en trois temps qui peuvent être saisis de la manière suivante: l'origine (le Rapport Tremblay), la transformation (la Révolution tranquille) et la conséquence (le mouvement indépendantiste). C'est donc dans le Québec des années cinquante que l'auteur entend retrouver les origines du mouvement indépendantiste. Il y centre ses analyses sur le Rapport Tremblay qu'il présente comme une sorte de charte initiée par la bourgeoisie francophone et la classe moyenne traditionnelle. Communément menacées par le développement du capitalisme et l'affirmation de la société de consommation, ainsi que par les velléités centralisatrices du fédéral (il insiste surtout sur le rapport de la Commission Massey), ces deux classes proposent un nouveau "programme politique" essentiellement axé sur la préservation du capitalisme local et la défense des institutions et de la culture traditionnelles. Le Rapport Tremblay s'organise ainsi autour de deux grandes lignes de forces: la première tend à relier le destin collectif des Canadiens-français à l'État provincial (contrairement au fédéral représenté comme "l'État du Canada anglais"); la seconde pose la nécessité de la préservation de la culture traditionnelle. Quand le rapport envisage la nécessité de la transformation de la société, il pose ainsi l'État et le territoire québécois comme le lieu à partir duquel doit être pensée toute perspective de changement, changement qui devrait toujours et encore respecter les institutions traditionnelles. Il importe surtout de constater ici que, pour Coleman, le rapport Tremblay constitue le point de départ d'une dynamique socio-politique qui se développera durant les deux décennies suivantes: "The political program of the Tremblay Commission became the basis, the cornerstone, of political strategy by the Government of Quebec throughout the 1960s and into the 1970s. It may be argued that the various movements for independence and for renewed federation that have emerged

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

since are all variations on the Tremblay theme" (p. 17-18). Il voit même dans ce rapport "l'antécédent logique" du projet de souveraineté association.

Bien sûr, la stratégie proposée par la Commission Tremblay ne sera jamais intégralement mise en pratique. Au contraire, Coleman explique les contradictions qui se sont développées par la suite comme une conséquence de l'abandon de l'un des deux aspects de la stratégie avancée dans le Rapport Tremblay, soit celle de la défense de la culture et des institutions traditionnelles. Ceci nous permettra d'aborder la deuxième étape de la démarche analytique de l'auteur, celle de la "transformation". Ce deuxième moment s'ouvre avec la Révolution tranquille que Coleman, fidèle à sa perspective classiste, présente comme le résultat d'une coalition entre la bourgeoisie francophone, le mouvement ouvrier et certains éléments de la classe moyenne traditionnelle adoptant une nouvelle stratégie. Ici s'enclenchera un processus contradictoire de reconduction-dénaturation de la perspective développée dans le Rapport Tremblay. L'ensemble des réformes initiées durant la Révolution tranquille et réalisées par la suite respecteront l'axe politique de la stratégie des années cinquante en faisant de l'État du Québec le lieu privilégié à partir duquel est envisagée la transformation de la société québécoise. Mais il en ira tout autrement de l'axe culturel de la même stratégie. Les réformes des années soixante et soixante-dix, loin d'être axées sur la préservation des institutions et de la culture traditionnelles, contribueront au contraire à les dissoudre au profit de l'intégration de l'économie québécoise dans la structure de l'économie continentale et de la promotion d'une culture entièrement calquée sur celle de la société de consommation. Somme toute, durant les années soixante et soixante-dix, on s'inspire de la stratégie politique du Rapport Tremblay pour mettre à mort la société traditionnelle que naguère on voulait à tout prix et avant tout préserver. Coleman tente de démontrer que la politique économique, les réformes de l'éducation et des politiques sociales et même la politique linguistique ont depuis lors invariablement favorisé l'intégration économique et culturelle de la société québécoise au sein de l'univers nord-américain. Cette dénaturation de la stratégie développée durant les années cinquante s'expliquerait par le fait que l'ensemble des réformes n'ont servi en dernière analyse que les intérêts étroits de la bourgeoisie francophone qui aurait finalement pris toute la place au sein de la coalition ayant initié la Révolution tranquille. On comprendra bien sûr qu'un tel rejet des intérêts des autres composantes de la coalition provoquera la rupture et la réorganisation des rapports de forces. Nous en sommes au troisième moment du processus, celui des conséquences.

La rupture générera la formation du mouvement indépendantiste constitué, selon Coleman, de la classe ouvrière organisée, de la classe moyenne traditionnelle et de la nouvelle classe moyenne prenant conscience d'elle-même durant le processus de la Révolution tranquille. Le mouvement in-

RECENSIONS

dépendantiste est présenté d'abord et avant tout comme une réaction à la disparition de la culture du Canada français: "a people that remembers having some sense of self and of being a community and that feels that both are now gone" (p. 211). Cette intégration économique et culturelle au continent nord-américain et à l'entier profit de la bourgeoisie francophone posait, en effet, le problème de l'identité culturelle et nationale. Sous des formes différentes, les membres du mouvement indépendantiste renoue ainsi avec les préoccupations culturelles du Rapport Tremblay: "The hope is that with full political power, the offending institutions can be taken in hand and reordered. In this sense, there is a certain similarity between the proposals of the independantistes of today and those nationalists of the Tremblay Commission almost three decades ago" (p. 227). Dans ses pages à vrai dire les moins convaincantes, Coleman essaie ainsi de présenter le mouvement indépendantiste comme un mouvement culturel ou à tout le moins politico-culturel contraint d'adopter des positions socialistes compte tenu de la composition de classes de la coalition qui le constitue (les classes moyenne et ouvrière). Ce mouvement aurait été en quelque sorte "trahi" par les dirigeants du Parti Québécois après la prise du pouvoir, ceux-ci étant dès lors forcés de tenir compte des intérêts de la bourgeoisie, comme tout parti au pouvoir dans un État capitaliste.

Et Coleman termine sur cette note pessimiste "As Quebec's francophone community has come to participate more fully in the continental economy, its culture has become more similar to others active in that economy. In the view of many, this has led to a situation where that inner quality burning in the hearts of Québécois will soon be extinguished. If this does happen, then the nationalist movement in Quebec will have failed and may itself die" (p. 228).

Aussi séduisante qu'elle soit, la thèse de Coleman n'en pose pas moins un ensemble de problèmes qu'une lecture un tant soit peu attentive ne manquera pas de relever. Au risque d'étonner, je ne m'attarderai ni à la perspective classiste de l'auteur, ni à ses propositions particulières concernant les différentes alliances de classes qui auraient influé sur le déroulement de l'histoire du Québec depuis 1945. La production québécoise des dernières années a donné lieu à un tel foisonnement de thèses différentes qu'une discussion serrée de la position de Coleman dépasserait les cadres de ce compte rendu critique. On me permettra cependant de souligner au passage que si l'auteur trouve "trop simpliste" les analyses que j'ai proposées avec Anne Legaré dans *Le Québec, la question nationale*, c'est peut-être qu'il les simplifie lui-même en tentant de s'en démarquer. Mais passons à des considérations qui touchent plus directement le coeur même de la thèse de l'auteur.

Une approche téléologique. L'auteur, nous l'avons souligné, s'intéresse particulièrement à l'histoire des idéologies durant la période qu'il étudie. Mais force est de reconnaître qu'il s'appuie pour ce faire sur une perspective fort

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

traditionnelle essentiellement fondée sur ce que Michel Foucault a appelé la "recherche forcenée des origines" (*L'archéologie du savoir*). Pour expliquer le mouvement indépendantiste qui s'affirme durant les années soixante-dix, Coleman remonte le cours de l'histoire pour enfin découvrir, de filiations présumées en filiations présumées, une origine qui contiendrait en germe la suite des événements. Le repérage de l'origine qu'aurait constitué le rapport de la Commission Tremblay lui permet ainsi de reconstituer le déroulement d'une histoire qu'il nous exposera dès lors dans son ordre chronologique, du Rapport Tremblay à la Révolution tranquille, à la formation du mouvement indépendantiste. Ce point de vue en vaudrait bien un autre si l'interprétation qui en découle apparaissait convaincante, mais tel n'est malheureusement pas le cas. Pour résumer le plus succinctement possible, rappelons que Coleman avance que le Rapport Tremblay pose une dialectique politico-culturelle qui se reproduira sous son aspect politique durant la Révolution tranquille et sous son aspect culturel dans le mouvement indépendantiste. La stratégie politique des années cinquante serait ainsi à l'origine aussi bien des réformes politiques que du projet indépendantiste des années soixante et soixante-dix. Les préoccupations culturelles d'inspiration socialiste du mouvement indépendantiste constitueraient des formes transformées de la volonté de défendre la culture traditionnelle dans l'après-guerre. De telles thèses goment la spécificité des trois phénomènes et conduisent à découvrir des parentés fort étranges. Le problème est classique: suffit-il de repérer l'existence d'un même thème dans l'oeuvre de deux écrivains ou d'une position semblable au sein de deux idéologies différentes pour affirmer que les unes entretiennent des rapports de filiation avec les autres? Le seul fait que les secondes apparaissent chronologiquement après les premières ne constitue certes pas une preuve bien convaincante. Ne prenons ici que l'exemple de la prétendue filiation politique entre le Rapport Tremblay et la Révolution tranquille. On pourrait certes souligner, comme le fait Coleman, que dans les deux cas on privilégie l'État du Québec au détriment de l'État fédéral, mais il nous faudra immédiatement ajouter que, dans le premier, on favorise une stratégie politique de nature libérale et, dans le second, une stratégie interventionniste de nature keynésienne. Cette nouvelle position du problème nous amènera à nous demander non pas s'il y a filiation entre les deux événements, mais plutôt pourquoi des stratégies sociales et politiques aussi radicalement différentes valorisent communément l'État québécois. Mais pour répondre à cette question nous serons forcés d'élargir le système de contradictions que nous propose Coleman et il nous faudra accorder une attention beaucoup plus grande au processus de la mise en place de l'État keynésien au Canada et au Québec. On découvrira dès lors que, pour contrer le procès d'affirmation de l'État keynésien, les élites traditionnelles sont amenées à se replier autour de l'État québécois et à brandir la constitution

RECENSIONS

pour préserver les derniers vestiges des institutions et de la culture qui assurent leur place au sein des rapports socio-politiques. La stratégie est ici essentiellement défensive et conservatrice. Au contraire, on devra reconnaître la spécificité radicalement différente de la stratégie keynésienne qui s'impose avec la Révolution tranquille. Bien sûr, l'État québécois y tient encore une bonne place, mais dans le cadre plus global d'un projet nettement offensif et moderniste. Autrement dit, c'est dans le passage de l'état libéral à l'État keynésien que des acteurs différents proposant des projets de société radicalement antithétiques, aussi bien sur le plan social que sur le plan national, sont amenés à valoriser l'État québécois parce qu'ils s'inscrivent (à des moments différents) dans le même processus de transformations politique et au sein des mêmes structures du fédéralisme canadien.

Il me semble donc plus pertinent d'avancer que c'est dans le commun rapport aux transformations de la forme de l'État qu'il faut rechercher la commune valorisation de l'État québécois durant les années cinquante et soixante, plutôt que dans la reconnaissance d'une quelconque filiation entre les "Anciens" et les "Modernes". Cette discussion n'aurait cependant qu'un intérêt étroitement académique, si la perspective continuiste de Coleman ne le conduisait à sous-estimer certains phénomènes au profit d'une survalorisation de quelques aspects des réalités qu'il étudie.

Un système trop restreint de contradictions. Comme c'est trop souvent le cas dans les analyses sur le Québec, Coleman sous-estime très largement l'ensemble des phénomènes et des facteurs de détermination qui relie le Québec aux structures de l'État canadien et à l'ensemble des forces sociales qui dominent les rapports de force au niveau nord-américain (le poids politique des bourgeoisies monopolistes canadienne et américaine, par exemple). On m'objectera sans doute immédiatement que Coleman présente le Rapport Tremblay comme une réaction au rapport de la Commission Massey ou encore qu'il souligne avec force les effets d'intégration économique et culturelle du Québec au sein du continent nord-américain des réformes des années soixante et soixante-dix. Il n'en reste pas moins qu'au coeur du système d'explication qu'il nous propose, la société québécoise (réduite d'ailleurs le plus souvent à sa nation francophone) fonctionne comme une entité relativement fermée n'entretenant dans sa dynamique même que des rapports d'extériorité avec le reste des sociétés nord-américaines, soit qu'elle réagisse à des phénomènes venus d'ailleurs (des menaces à sa culture, par exemple) soit qu'elle choisisse de s'adapter sans véritable contrainte digne de mention. Revenons d'abord à la question du passage à l'État keynésien. Coleman insiste, bien sûr, sur le rapport de la Commission Massey. Il nomme aussi au passage un ensemble de mesures centralisatrices émanant du fédéral et se rapportant au processus de passage à l'État interventionniste. Mais jamais l'auteur ne fait ressortir les pleines implications de ce processus au sein de la

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

société québécoise elle-même ou plus précisément, devrions-nous dire, il réduit ces dernières à leur dimension étroitement culturelle (pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons). Une telle perspective l'amène, malgré une lecture attentive, à réduire le Rapport Tremblay à ses aspects étroitement culturel et national. Nous l'avons souligné, Coleman affirme que la stratégie de ce rapport s'articule autour de deux pôles: l'un politique, l'autre culturel. Mais l'aspect politique de la stratégie se résume à sa dimension étroitement nationale (l'État et le territoire du Québec s'identifient à celui du Canada français), alors que son aspect culturel ne donne guère lieu qu'à une lecture de surface (celle de la sauvegarde de la culture). Coleman ne prend jamais sérieusement en considération les perspectives anti-keynésiennes du rapport qui, dans une très large mesure, subsument ses perspectives politico-culturelles d'inspiration nationale. Bien sûr, la Commission Tremblay s'oppose aux propositions centralisatrices de la Commission Massey dans le domaine de la culture (la fameuse question des subventions aux universités), mais le rapport de cette dernière n'est que l'une des pièces d'un "dossier" beaucoup plus large auquel il faudrait ajouter le Rapport Rowell-Sirois, le rapport Marsh et l'ensemble des documents déposés par le fédéral lors des conférences de la Reconstruction, et j'en passe. Pour bien rendre compte du Rapport Tremblay, il importe donc de le replacer dans l'ensemble des luttes qui opposent, au Québec comme dans le reste du Canada, les forces sociales favorables à la reconduction de la forme de l'État libérale et celles qui préconisent l'affirmation de l'État keynésien. Si les notables de la province se tournent vers l'État du Québec, c'est en grande partie parce que la stratégie keynésienne s'impose à Ottawa; s'ils cherchent à défendre toutes gardes levées les institutions traditionnelles, c'est aussi en grande partie parce que les transformations keynésiennes ne manqueraient pas de leur soutirer le contrôle qu'ils exercent sur la culture (l'école, les mouvements de jeunesse) et dans le domaine social (les hôpitaux, la charité privée). Il ne s'agit pas de nier l'importance de la question nationale sur laquelle nous reviendrons, mais de souligner que la perspective provincialiste adoptée par Coleman l'empêche de mesurer les pleines dimensions des phénomènes qu'il étudie et, comme nous l'avons souligné plus haut, l'amène à reconnaître des filiations là où prédomine largement la dissemblance.

La perspective provincialiste de Coleman apparaît aussi clairement quand on aborde l'ensemble de ses analyses sur les alliances de classes. Les classes composant ces alliances demeurent toujours parquées dans l'enclos québécois. Tout se passe comme si la vie politique au Québec n'était que le résultat de rapports entre des forces étroitement circonscrites dans la "belle province". Passe encore pour le mouvement indépendantiste, mais on s'étonne du fait que la Révolution tranquille soit présentée comme le résultat d'une alliance restreinte entre la bourgeoisie francophone, le mouvement

RECENSIONS

ouvrier et certains membres recyclés de la classe moyenne traditionnelle. Les différentes fractions de la bourgeoisie monopoliste, canadienne et américaine, semblent assister au spectacle. J'éviterai encore ici une polémique qui nous entrainerait trop loin¹. Je soumettrai seulement que ce provincialisme empêche de rendre compte de la complexité du phénomène qu'a été la Révolution tranquille (l'accord de plus en plus large, par exemple, au sein de la bourgeoisie monopoliste canadienne pour l'adoption des réformes keynésiennes dans l'ensemble du Canada à la fin des années cinquante et les relations étroites qu'elle entretient alors avec le Parti libéral au Québec). Un tel réductionnisme conduit aussi à sous-estimer les contradictions qui se sont développées par la suite et qui ont provoqué de nombreuses transformations-adaptations de la politique économique (échec de la planification, réorganisation des rapports entre capital monopoliste et non monopoliste, querelle autour de la place de certaines sociétés d'État dans l'économie québécoise et canadienne, etc.).

Une théorie de la question nationale étroitement culturaliste. Bien que l'auteur n'expose pas la théorie de la nation et de la question nationale qui l'inspire, il apparaît clairement que celle-ci est étroitement liée aux perspectives provincialiste et téléologique que nous avons évoquées plus haut. Pour Coleman, la question nationale semble se réduire à ses dimensions d'ordre culturel. Voilà pourquoi il est amené à surestimer les aspects culturels du Rapport Tremblay (du moins à en faire une lecture étroite) et à présenter le mouvement indépendantiste comme une sorte de réaction à dominante culturelle, pour enfin suggérer l'existence d'une filiation entre les deux phénomènes. On retrouve ici le coeur de la thèse, mais en même temps ses aspects les moins convaincants. Le Rapport Tremblay et le mouvement indépendantiste ne réfèrent ni à la même nation (la nation québécoise à l'encontre de la nation canadienne-française), ni au même type de représentation de la communauté nationale (la nation québécoise se donne comme une communauté politique, alors que la nation canadienne-française s'identifie comme une communauté culturelle définie en termes religieux). Bien sûr, la dimension culturelle tient une place importante dans la représentation de la nation durant les années soixante et soixante-dix, mais cette dernière n'a de sens qu'en rapport avec une définition essentiellement politique de la communauté. La nation québécoise se reconnaît dans son rapport à l'État. On peut le constater en étudiant la production de l'ensemble des mouvements indépendantistes, de gauche et de droite, de l'Alliance laurentienne au Parti québécois, en passant par le courant socialisme et indépendance. On assiste à une véritable politisation de la question culturelle et l'incroyable explosion de la créativité artistique durant ces années s'inscrit dans ce même mouvement de redéfinition de la communauté nationale en termes politiques ("Mon

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

pays ce n'est pas un pays, mais l'envers d'un pays qui n'était ni pays, ni patrie", Gilles Vigneault).

La nation québécoise se définit ainsi comme une communauté politique et le mouvement indépendantiste dans toutes ses composantes (politique, sociale, artistique et culturelle) pose le problème de l'identité comme une question politique. En ce sens, il peut être avancé que loin d'être en filiation avec le Rapport Tremblay, le mouvement indépendantiste se développe à l'encontre des positions de la Commission. S'il fallait absolument rechercher une filiation, ce que je conteste pour les raisons évoquées plus haut, on la trouverait au contraire au niveau de l'aspect politique de la stratégie de ce rapport. Encore une fois, le problème n'est pas de s'attacher de façon prévalente aux similitudes, mais d'expliquer les dissemblances. L'une des voies possibles se trouvent de nouveau dans la prise en considération du procès d'affirmation de l'État keynésien. Dans la forme de l'État libérale caractérisée par une nette séparation entre la société politique et la société civile et au sein des structures particulières du fédéralisme canadien conférant aux provinces les principaux pouvoirs liés à la légitimation (éducation, culture, bien-être social), on assista au Québec comme ailleurs au Canada à une sorte de partage du monde entre des forces sociales reliées aux instances de la société moderne (une société politique correspondant au développement du mode de production capitaliste) et à celles de la société traditionnelle (une société définie en termes religieux et culturels et reliée à la reproduction de formes de production précapitaliste). Au Québec, (comme d'ailleurs dans l'ensemble du Canada-français) se structure ainsi la reproduction complexe et contradictoire de deux formes de la représentation de la société, l'une, politique, s'articulant principalement à partir des structures politiques du fédéralisme, l'autre, culturalo-religieuse, se reproduisant à partir des instances de la société civile en grande partie contrôlée par le clergé. Jusqu'à la fin des années cinquante, la définition de la communauté nationale peut ainsi s'articuler dans la société civile grâce aux institutions contrôlées par les forces sociales liées à la reproduction du traditionnalisme: la nation était canadienne-française et catholique. En suscitant l'interpénétration des sociétés civile et politique, la mise en place de l'État keynésien balaie les forces sociales et la représentation traditionnelles, provoque une véritable politisation de la question nationale et force l'apparition de cette nouvelle nation, la nation québécoise, définie essentiellement comme une communauté politique. En ce sens, le mouvement indépendantiste n'est pas en filiation, mais bien en rupture avec les thèses du rapport Tremblay.

Une thèse réductionniste. Pour faire fonctionner sa thèse, culturaliste en dernière analyse, Coleman est amené à développer des positions paradoxalement instrumentaliste et économiciste. Partant de son postulat implicite liant de façon étroite et restrictive question nationale et culture, il veut démontrer

RECENSIONS

que les réformes politiques des années soixante et soixante-dix n'ont servi que les intérêts d'une bourgeoisie francophone utilisant l'État pour favoriser l'intégration économique et culturelle du Québec à la société nord-américaine. Risquant de faire disparaître la culture nationale, cette intégration aurait provoqué la rupture de la coalition initiatrice de la Révolution tranquille et l'opposition d'un mouvement indépendantiste contraint de rechercher dans le socialisme le renouvellement de la culture. Or, il est aussi périlleux d'affirmer que les réformes politiques n'ont servi que les intérêts étroits de la bourgeoisie francophone que d'avancer que le mouvement indépendantiste était d'inspiration culturelle et socialiste. Dans le premier cas, on néglige la promotion du mouvement ouvrier reliée aux réformes keynésiennes et l'intérêt manifeste qu'a représenté le développement des secteurs public et parapublic pour la nouvelle petite bourgeoisie; dans le second cas, on oublie que l'affirmation et le développement de l'État québécois constituaient l'objectif central d'un mouvement définissant désormais la nation en termes politiques.

La thèse du bon sauvage. Il nous reste à considérer cette curieuse affirmation de Coleman suggérant que le mouvement indépendantiste était un mouvement d'inspiration socialiste: "indépendantistes feel comfortable in espousing socialism" (p. 226). Cette thèse est malheureusement contraire aux faits. Le mouvement indépendantiste, dans sa composante largement majoritaire, n'a jamais été socialiste. Il s'y est certes développé un courant socialisme et indépendance, mais ce dernier a été très rapidement marginalisé dès la fin des années soixante. Coleman amalgame manifestement ici les quelques velléités social-démocrates qui se sont développées à l'intérieur du Parti québécois et les positions socialistes émanant des centrales syndicales aux débuts des années soixante-dix. Mais il importe de constater que le courant socialiste n'a jamais constitué une force significative et organisée au sein du mouvement indépendantiste, sauf au moment de l'éclatement du Rassemblement pour l'indépendance nationale. Mais pourquoi Coleman force-t-il ainsi la note? Parce que ce rapport entre socialisme et indépendantisme est essentiel à la démonstration de ses thèses et plus particulièrement de l'une d'entre elles qui dynamise l'ensemble de ses interprétations.

Réduisant la question nationale à celle de la culture, Coleman voit dans le Rapport Tremblay la proclamation en même temps que le chant du cygne d'une représentation culturelle de la communauté nationale francophone au Québec (la fameuse nation canadienne-française et catholique). Il constate par la suite que la Révolution tranquille provoque la mise à mort de la culture traditionnelle en favorisant l'intégration à la société américaine. La spécificité de la culture ayant disparu, la nation risque de mourir. L'analyse de Coleman fonctionne ici à partir de deux postulats implicites qu'il importe de discuter. 1) Le capitalisme provoquerait nécessairement et fatalement l'intégration culturelle et la fusion des nationalités; 2) dans la société capitaliste, la nation

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

minoritaire doit développer une culture différente d'inspiration anti-capitaliste, si elle veut survivre. Une discussion approfondie de ces deux postulats nous entraînerait beaucoup trop loin, aussi nous en tiendrons nous à la "question du Québec". Il me faudra cependant avancer une contre-thèse pour la clarté de l'exposé: la question nationale et la communauté nationale dans la société capitaliste ne saurait être comprise dans toutes ses dimensions que dans leurs rapports à l'État. Comme je l'ai souligné plus haut, jusqu'à la fin des années cinquante, la communauté nationale a été définie en termes culturels en grande partie parce que la société traditionnelle pouvait se reproduire au Québec grâce aux structures du fédéralisme, durant la dominance de la forme de l'État libérale au Canada. Déjà cependant la définition d'une communauté nationale à dominante ethnique (la "race") et culturelle ("catholique") n'était pas dépourvue de rapports au politique, puisqu'elle s'identifiait au territoire de l'État canadien ("canadienne-française"). Avec l'affirmation de l'État keynésien, la société québécoise entrant de plain pied dans la société politique et moderne, on assiste à un déplacement du lieu de la définition de l'identité nationale. D'une communauté à dominante culturelle on passe à la représentation d'une communauté politique. Contrairement à ce qu'affirme Coleman, il n'y a pas perte d'identité, mais reformulation d'une identité symboliquement rattachée au territoire et à l'État québécois. La culture de la nation devient pour ainsi dire une culture politique. Le capitalisme n'a donc pas provoqué la disparition de la nation, mais bien plutôt la transformation de la représentation de son identité.

La discussion du second postulat est plus complexe. Elle renvoie à un problème plus général que l'on pourrait formuler de la façon suivante: comment s'articule la différence culturelle dans la société capitaliste pleinement développée? Coleman postule à l'évidence que la culture capitaliste fait nécessairement disparaître le sentiment d'identité et la représentation de la différence nationale. Même si un tel postulat réfère à une tendance réelle du capitalisme, il en surévalue à ce point l'importance qu'il élude la complexité de l'ensemble du processus du développement culturel dans la société capitaliste. Le capitalisme tend bien à reproduire à l'échelle planétaire un mode de vie identique fondé sur les pratiques de la société de consommation. Mais ce mode de vie ne se développe qu'au sein de rapports de forces socio-politiques toujours circonscrits dans les cadres d'États nationaux différents. La culture capitaliste, malgré ses tendances à l'homogénéisation des pratiques demeure toujours et encore une culture politique historiquement circonscrite. La société capitaliste fonctionne à la différence politique; la démocratie bourgeoise trouve les instances de sa légitimation dans la production d'une communauté nationale populaire différenciée. Voilà pourquoi, même s'ils se sont "convertis" à la culture de masse, les francophones du Québec ne sont pas moins différents depuis qu'ils se représentent comme des membres de la

RECENSIONS

nation québécoise que lorsqu'ils s'identifiaient à la "race canadienne-française et catholique". La théologie de l'État a remplacé celle de la catholicité!

La thèse de Coleman risque de déboucher sur le mythe du "bon sauvage" à travers lequel l'observateur finit par être tellement obnubilé par la différence de la société autochtone qu'il en vient à craindre qu'elle se transforme. Il oublie de considérer que, grâce à ses luttes, cette société peut trouver les éléments essentiels à la retraduction de sa différence dans le processus même de sa transformation. Il ne s'agit certes pas de nier les dangers que représente la tendance à l'homogénéisation culturelle impulsée par le développement du capitalisme, mais nous ne croyons pas qu'il faille verser dans le catastrophisme à ce propos. Coleman semble confondre ici les possibilités pratiques de réaliser l'indépendance du Québec sans la lier à la lutte pour le socialisme avec la probabilité que puisse s'y reproduire une nation différente au sein même de la société capitaliste nord-américaine.

Malgré son intérêt, la thèse de Coleman pose donc un ensemble de problèmes importants. Bien qu'elle soulève plusieurs questions pertinentes, il est difficile de la recevoir dans sa globalité. Elle s'inspire en même temps des deux courants antagonistes qui ont dominé la sociographie québécoise durant les années soixante-dix: l'un, d'inspiration marxiste, privilégiait l'analyse des classes sociales; l'autre, culturaliste, s'attachait aux phénomènes de la représentation et de la culture². Même si la tentative de réconciliation que nous propose Coleman n'est pas sans intérêt, elle procède davantage de l'amalgame que d'une redéfinition des termes du débat, qui seule serait susceptible d'ouvrir une nouvelle voie.

Notes

1. Voir à ce propos Gilles Bourque, "Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse" dans G. Bourque et G. Dostaler, *Socialisme et indépendance*, (Montréal: Boréal Express, 1980).
2. Voir Daniel Salée, "L'analyse socio-politique de la société québécoise" dans Gérard Boismenu et al., *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, (Montréal: Boréal Express, 1983), 15-49; et Gilles Bourque, "Société politique et sociologie québécoise", *Revue canadienne de sociologie*, à paraître.